

# **Belgique : six mois sans gouvernement.**

**Débat avec Philippe Van Parijs,  
professeur à l'Université catholique de Louvain et à Harvard**

**Le script complet de notre « chat ».**

***Les Echos* (Paris), 10 décembre 2007, de 17 à 18h**

**<http://www.lesechos.fr/info/chats/300224437.htm>**

**Alain Wallet:** Monsieur van Parijs, après six mois sans gouvernement, comment voyez-vous les choses dans les deux prochains mois ? Côté flamand, le CD&V va t'il quelque peu isoler la NVA pour faciliter les négociations ou au contraire va t'on assister à un durcissement des positions ? Côté francophone, les acteurs seront-ils plus à l'écoute des revendications flamandes ou camperont-ils sur leurs positions ? Combien de temps encore la Belgique peut-elle durer sans gouvernement ?

**Philippe\_van\_Parijs:** Cela peut encore durer un moment, ne fût-ce que parce qu'il n'y a plus de franc belge qui puisse être menacé et surtout parce que les gouvernements des entités fédérées peuvent continuer à exercer leurs vastes compétences. Mais la situation se débloquera lorsqu'une réforme de l'état significative apparaîtra à tous comme étant sur les rails.

**Basile:** Une partition du pays est-elle envisageable ? Que se passerait-il ? Que deviendrait Bruxelles en cas de scission ?

**Philippe\_van\_Parijs:** Envisageable bien sûr. Probable pas du tout. Fondamentalement parce que ni les Flamands ni les Wallons ne voudraient partir sans Bruxelles et parce que ni les Flamands ni les Wallons ne pourraient partir avec Bruxelles. De tous les scénarios de scission, le moins improbable ferait de

Bruxelles une ville-Etat continuant à exercer avec plus de vigueur que jamais sa fonction de capitale de l'Union européenne.

**frank32: Etes-vous flamand ou wallon ? Qui a raison dans cette affaire : les transferts de compétences demandés par les néerlandophones sont-ils légitime ou un prétexte ?**

**Philippe\_van\_Parijs:** Ni Flamand ni Wallon: Bruxellois enseignant à Louvain-la-Neuve (Wallonie) et à Leuven (Flandre). Certaines revendications de transferts de compétences sont des prétextes pour certains Flamands avides de réduire les transferts de ressources. D'autres sont légitimes et susceptibles d'améliorer les choses dans les trois Régions.

**Pilou: Pensez-vous que Guy Verhofstadt soit la personne providentielle ? Qu'est-ce qui en fait un bon ou un mauvais médiateur ?**

**Philippe\_van\_Parijs:** Providentielle non. Potentiellement utile certainement. Premier ministre fédéral pendant huit ans, il s'est profilé comme voulant servir l'intérêt de tous les Belges, pas seulement des citoyens de sa Région. Ce qui le rend le plus premier-ministrable aux yeux des Wallons, des Bruxellois et aussi, d'après les tout derniers sondages, des Flamands.

**alf: Un peu de science fiction, la partition du pays se fait, est-il envisageable que la Wallonie soit rattachée à la France et le pays Flamand à la Hollande, tandis que Bruxelles devienne ville-Etat de l'UE ?**

**Philippe\_van\_Parijs:** Bruxelles ville-Etat oui — mais Etat-membre, pas la version européenne de Washington DC. La Flandre (re)rattachée aux Pays d'aucune façon. La Wallonie rattachée à la France peut-être. Mais tout cela bien entendu seulement dans l'hypothèse d'une scission, dont j'estime la probabilité nulle de mon vivant et du vôtre — quelle que soit votre espérance de vie.

**TexAvery: Pouvez-vous nous expliquer en quoi les différends entre Flamands et Wallons interfèrent et empêchent la création d'une alliance gouvernementale ? Quelle est la situation politique belge en ce moment, le**

**pays est-il plutôt à droite ou à gauche ? Pourquoi une majorité claire ne s'est-elle pas dégagée aux élections de juin ?**

**Philippe\_van\_Parijs:** Une majorité claire (chrétienne-démocrate et libérale) s'est dégagée aux élections du 10 juin, et elle aurait pu rapidement conduire à la formation d'un gouvernement s'il n'y avait pas eu, de part et d'autre, des promesses d'ordre "communautaire", dont la fermeté n'avait d'égale que leur incompatibilité avec les promesses faites, avec la même fermeté, par l'"autre bord". Pas facile, dans ces conditions, de former un gouvernement sans donner l'impression de trahir ses électeurs et donc risquer de déguster dès les élections régionales de 2009.

**Antoine:** **Dans cette affaire, comment jugez-vous l'attitude du roi Albert II ? pourrait-il en faire davantage ? Le roi est-il encore un ciment entre tous les belges, Flamands et Wallons ?**

**Philippe\_van\_Parijs:** Le roi a joué correctement son rôle. Il ne pourrait pas en faire davantage sans outrepasser les fonctions très modestes qui lui incombent dans notre démocratie. Mais il n'est plus depuis bien longtemps le ciment des Belges. Le ciment des Belges, ou plutôt le noeud d'élastiques qui empêche la Belgique d'éclater, c'est Bruxelles.

**Jacques C:** **Je suis de ceux qui pensent qu'une scission de la Belgique ne profiterait à aucune des composantes; les politiques français se montrent "courageusement" silencieux. Dans le cadre de l'amitié qui nous unit à la Belgique (Flamande,Wallonne,Allemande), à votre avis, que peuvent faire les Français pour vous soutenir?**

**Philippe\_van\_Parijs:** Rien. Dans ce genre de choses, les interventions extérieures, surtout basées sur l'information collectée d'un seul côté de la frontière linguistique, ont tendance à être contre-productives. Mais c'est sympa de proposer.

**belgofil1:** **Y-a-il un problème d'envergure des hommes politiques belges disponibles aujourd'hui?**

**Philippe\_van\_Parijs:** On a souvent du passé une image trompeuse qui ne retient que les figures les plus éminentes. Jean-Luc Dehaene était un fameux bricoleur dont les talents ont bien collé aux besoins du moment. Certains des nouveaux leaders sont manifestement encore dans une phase d'apprentissage. Il faut un peu jouer de chance pour tomber sur quelqu'un qui puisse inspirer confiance à l'autre bord sans perdre son crédit dans le sien.

**boniface\_de\_rat:** **Cette querelle intrabelge est difficile à comprendre. Au fond, à quoi est elle due ? Questions subsidiaires: quelle est proportion des Wallons parlant Flamand et des Flamand parlant français ? Et quel est le poids des transferts financiers et/ou sociaux entre les deux régions ?**

**Philippe\_van\_Parijs:** Fondamentalement, le problème est celui de faire fonctionner une démocratie avec deux opinions publiques distinctes, corollaire inéluctable de la reconnaissance des deux principales langues nationales sur un pied d'égalité. Fondamentalement donc le même problème que nous rencontrons, à une échelle supérieure, dans le cadre de l'Union européenne. D'après les meilleures données disponibles, 51% des Flamands parlent bien ou très bien le français tandis que 14% des Wallons parlent bien ou très bien le néerlandais. L'ampleur des transferts interrégionaux varie fort selon la méthodologie utilisée. Avant tout parce que le PIB par tête est nettement plus élevé à Bruxelles qu'en Flandre et en Wallonie mais que la moitié des personnes qui travaillent à Bruxelles habitent en Flandre ou en Wallonie. Un chiffre communément avancé est que 5% du revenu des Flamands est transféré aux Wallons et aux Bruxellois.

**Hubert:** **Y a-t-il une identité belge ?**

**Philippe\_van\_Parijs:** Oui. Mais bien plus ambiguë et contestée que ne le sont en général les identités nationales. Beaucoup de francophones sont encore attachés à la Belgique de Bon-Papa dans laquelle la dominance du français allait de soi (ce n'est par exemple que dans les années 1970 que les conseils des ministres ont cessé de se dérouler exclusivement en français, c'est-à-dire dans la langue de la minorité de la population). L'identité belge en devenir doit être

pleinement compatible avec la pleine reconnaissance et même le renforcement des trois identités régionales. Ce n'est pas un jeu à somme nulle.

**Alban: Que pensent les Bruxellois des velléités séparatistes des flamands?**

**Philippe\_van\_Parijs:** « LES Bruxellois » existent bien entendu encore moins que « LES Flamands » et « LES Wallons », ne fût-ce que parce qu'aujourd'hui les personnes étrangères ou d'origine étrangère récente forment environ 54% de la population bruxelloise. Mais en gros, on peut sans doute dire que si la Flandre voulait quitter avec sa capitale (qu'elle a choisi de placer à Bruxelles), comme le proclame le parti séparatiste Vlaams Belang, il y aurait une insurrection à Bruxelles. Et si elle voulait quitter sans Bruxelles, les Bruxellois auraient lieu d'être inquiets en raison de l'obstacle majeur que cela créerait pour une gestion efficace de la métropole bruxelloise.

**Bastien: Quel sera l'impact économique de cette crise ? Est-ce le moment pour une entreprise étrangère, notamment française, d'investir en Belgique?**

**Philippe\_van\_Parijs:** La crise est longue, mais les rues sont calmes. Incomparablement plus calmes qu'elles ne l'étaient par exemple dans les années 60 à l'époque des grandes marches sur Bruxelles et de la crise de Louvain. En outre, ni la Belgique ni aucune de ses composantes ne risque de quitter l'Union européenne ni la zone Euro, et Bruxelles, depuis sa reconnaissance quasi officielle comme capitale européenne en 2000, voit sa population augmenter à un rythme sans précédent. Pas trop de souci à avoir de ce côté, me semble-t-il. Mais une bonne réforme de l'Etat n'en sera pas moins bienvenue.

**Vincent: Pensez-vous que la Wallonie, longtemps touchée par des scandales de pots-de-vin ou de népotisme, est aujourd'hui réformée ? Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans cette partie de la Belgique ?**

**Philippe\_van\_Parijs:** La Wallonie devra continuer à se réformer. Et pas seulement en achevant l'assainissement des fonctionnements clientélistes. Ce

n'est du reste pas "la Wallonie" qui ne fonctionne pas. Le Brabant wallon, province wallonne, est la province la plus riche du pays (par tête). Ce sont les provinces de Liège et du Hainaut, à la source de la richesse de la Belgique pendant un siècle et demi, qui n'ont pas encore trouvé le moyen d'effectuer le sursaut requis.

**Line: Pour la Flandre, n'y aurait-il que des avantages à ne plus « traîner le boulet wallon » ? En quoi est-ce que les flamands bénéficient de l'union avec la Wallonie, notamment du point de vue économique ?**

**Philippe\_van\_Parijs:** La Wallonie est le premier client pour la Flandre, un lieu d'investissement pour son capital, une source potentielle de main d'oeuvre. Mais comme elle pourrait continuer d'être tout cela en restant dans le même marché mais pas dans le même pays, cela ne suffit pas à lui épargner le qualificatif de "boulet". La valeur ajoutée de la Belgique, pour la Flandre comme pour la Wallonie, est avant tout de permettre une gestion efficace de la métropole bruxelloise, dont la Région bruxelloise ne forme que le grand quartier central. Sans un Etat fédéral qui peut être maigre mais doit rester fort, on ne pourra éviter une concurrence fiscale ravageuse et tous les défauts d'une coordination au mieux "confédérale" de la mobilité, de la formation, etc. dans un espace étriqué. Parler de "boulet" sur base des transferts actuels est dès lors beaucoup trop statique. Ce qui importe, c'est de parvenir à fonctionner d'une manière efficace et solidaire en dépit de nos différences linguistiques pleinement respectées. Ce que nous devons parvenir à faire en Belgique n'est pas très différent de ce dont nous aurons toujours plus besoin au niveau européen.

**come\_labadie: Brrr.... Ce que vous répondez à Boniface sur la difficulté de faire fonctionner une démocratie avec deux langues et deux opinions publiques fait froid dans le dos en ce qui concerne l'évolution de l'Union européenne. Qu'on arrive ainsi à envisager l'éclatement d'un pays riche, sans grave crise sociale, vieux de près de 200 ans est de mauvais augure pour l'Europe...**

**Philippe\_van\_Parijs:** Pas du tout de mauvais augure. Mais utile pour prendre conscience du défi considérable que représente la conciliation de la démocratie et de la pleine reconnaissance de la diversité linguistique. Au milieu du 19e siècle, John Stuart Mill avait prédit que l'avènement de la démocratie conduirait à une coïncidence approximative entre frontières politiques et frontières linguistiques. La Belgique est une exception qui résiste à cette prédiction. Et qui fait apparaître les problèmes inhérents au fonctionnement d'une démocratie sans une opinion publique soudée par une langue commune. Percevoir et comprendre ces problèmes ne doit pas être une source de désespoir. C'est une condition indispensable pour s'attaquer sans naïveté aux problèmes que pose inévitablement un fonctionnement démocratique au niveau européen.

**Moderateur:** La session de chat est désormais terminée. Merci pour votre participation.